

Le ciel s'assombrit au-dessus de la filière solaire



L'obligation de couvrir les parkings de panneaux solaires, qui allait entrer en vigueur, pourrait être remise en cause. Ici, un supermarché de Loire-Atlantique.

Franck Dubray, archives Ouest France

Les signaux politiques se multiplient pour freiner l'essor des panneaux photovoltaïques. Les projets de grandes usines de production de panneaux en France sont fragilisés.

Le premier coup est venu, en mars, de la proposition de loi du député Pascal Lecamp (MoDem, Vienne) qui vise à réduire drastiquement l'installation de panneaux au-dessus des terres agricoles, à rebours de la loi adoptée en 2023, qui encadrait et lançait l'« agrivoltaïsme », après un accord trouvé avec la FNSEA, principal syndicat agricole. Son texte n'a pas encore été examiné.

Le même mois, un arrêté a divisé par trois les primes à l'installation des panneaux solaires dans le résidentiel, ainsi que le prix du rachat de l'électricité produite.

Les projets d'usines menacés

En avril, François Bayrou annonçait le report du décret sur la troisième programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE3). Priorité est désormais donnée à une proposition de loi rédigée par le sénateur Daniel Gremillet (LR, Vosges), qui privilégie une relance massive du nucléaire au détriment des

panneaux solaires et des éoliennes. L'avenir du texte est incertain, mais l'épisode révèle à quel point François Bayrou redoute une censure du Rassemblement national, hostile aux énergies vertes.

En mai, un texte du député Harold Huwart (Radicaux de gauche, Eure-et-Loir) proposait de restreindre l'obligation de poser des panneaux solaires sur les toitures d'immeubles. Une proposition à ce jour rejetée.

En revanche, l'Assemblée a adopté un amendement de l'ex-ministre macroniste Olivia Grégoire qui remet en cause l'obligation d'installer des panneaux solaires au-dessus des parkings.

Avec 23,5 gigawatts (GW) installés, la France n'est pas à la moitié de l'objectif (54 GW) de panneaux solaires envisagé dans le projet de PPE3. Mais un vent contraire souffle fort depuis qu'EDF puis la Commission de régulation de l'énergie ont demandé à ce qu'on freine leur essor.

Jules Nyssen, le président du syn-dicat des énergies renouvelables (SER), qui réunissait récemment la filière photovoltaïque à Bordeaux (Gironde), regrette que « la France procrastine, au nom d'une prio-rité à donner au nucléaire, comme si ce dernier n'avait pas de coût, pas de délais. Mais ce dont la France a surtout besoin, c'est de s'électrifier davantage pour sortir des énergies fossiles. »

Désormais, le doute plane sur les trois grands projets de nouvelles usines de panneaux solaires en France, alors que le texte européen qui permettra de leur donner priorité dans les appels d'offres va entrer en vigueur avant l'été.

André THOMAS.